

La diffusion aux adhérent-e-s du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprendre des articles...

La nouvelle réforme des retraites dynamite les droits sociaux...

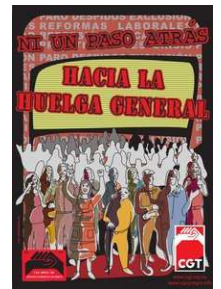
... C'est en Espagne. Extraits d'un texte de nos camarades de la Confederacion General del Trabajo, daté de ce début février :

Nous avons eu connaissance cette semaine de deux documents présentés par le gouvernement, qui prétend réformer notre système de Sécurité sociale, au travers des pensions de retraite. Ces documents constituent une attaque en règle contre un système qui sert à faire vivre celles et ceux qui ont laissé leur temps et leur santé dans le travail salarié tout au long de leur vie. Les mesures annoncées et qu'on veut mettre en application signifient :

1. **Baisses de certaines cotisations** : on ouvre la porte à la baisse des cotisations patronales...
2. **Réforme des pensions de retraite** : le gouvernement prétend repousser l'âge légal de la retraite à 67 ans. On veut que nous cotisions au moins 17 ans pour avoir droit à la pension minimum, au lieu de 15 actuellement. On prévoit d'allonger des 15 aux 25 dernières années la période de référence servant à déterminer le montant de la pension.
3. **Élimination et/ou diminution des pensions pour les invalides, les veuves et les orphelins** : il est proposé la création d'une réglementation par laquelle les entreprises, au travers de leurs services médicaux, définiraient elles-mêmes les situations d'arrêt et de reprise du travail dans les situations de maladie courante, sous le contrôle de leurs propres inspecteurs, et seulement subsidiairement de la Sécurité sociale. On prétend en finir avec la pension de veuvage, au travers d'un versement unique pour les nouveaux bénéficiaires, en plus de réduire le montant de cette pension aux bénéficiaires actuels qui prendraient un emploi. Quant à la pension pour les orphelins, on prétend établir un montant unique à distribuer entre tous les bénéficiaires, indépendamment de leur nombre.

Actuellement dans l'Etat espagnol, il y a plus de 4 millions de chômeuses et chômeurs officiels (on peut parler de 5 millions réels), plus de 15 millions de personnes touchent moins de 1.000 euros par mois, 1,2 million de familles a tous ses membres en chômage et le taux de chômage des jeunes arrive à 40%. Alors qu'on en est là, nous nous trouvons en face de propositions qui prétendent approfondir encore le modèle qui nous a conduit à cette situation de crise, et qu'en plus ce soit nous qui la payions.

Au cours des 10 dernières années, les cotisations patronales ont été réduites drastiquement ; il faut augmenter ces cotisations, pour que les entreprises, au travers des bénéfices que nous créons par notre travail, paient cette crise. Car ce n'est pas nous qui l'avons provoquée, mais elles, à cause de leur soif infinie de bénéfices, et les gouvernements-marionnettes qu'elles manipulent.



... Ainsi, nous nous retrouvons avec le présent paquet de mesures, qui consiste en la réduction des pensions à travers les 3 voies proposées pour cela. Allongement du temps de travail, augmentation du temps nécessaire pour avoir droit à une pension, et introduction d'une base de cotisations de 25 ans... **Ce sont des mesures et des propositions qui nous mènent à plus de chômage, plus de pauvreté et de précarité, plus d'exploitation et plus de misère pour nous, les classes travailleuses qui servons de support à leur échafaudage de bénéfices, de paradis fiscaux, de corruption politique et patronale.**

A la CGT, nous impulsions et exigeons une mobilisation sociale et ouvrière de toute la société qui jette à bas de semblables propositions et les prétentions des réformes annoncées. Nous sommes des millions de personnes touchées par ces nouvelles coupes sombres sociales, ... sans parler d'autres mesures que le gouvernement proposera cette semaine, comme une nouvelle « réforme du travail » dans laquelle il attend de nouveau à nos droits (licenciement libre et gratuit, réduction des salaires...).

Pour la CGT, une grande mobilisation sociale qui débouche sur une **grève générale** est absolument nécessaire... **Nous avons des réponses, propres à notre classe sociale, celle des travailleurs/ses** : droit à l'emploi, un salaire digne, une pension qui permette de vivre sans gêne financière après toute une vie de travail, protection sociale pour les chômeurs/ses et leur famille, partage effectif de la richesse à travers la distribution des bénéfices des entreprises, partage du travail en travaillant moins pour travailler toutes et tous, remise aux mains des travailleuses et travailleurs des entreprises qui ferment, avec une aide et un financement publics.

Congrès d'ATTAC Maroc

Dans le cadre de notre travail commun avec les mouvements syndicaux et sociaux du Maroc, l'Union syndicale Solidaires et la fédération SUD-Rail étaient invitées au congrès d'ATTAC Maroc. Lucile Daumas est une des animatrices de l'association, elle nous livre un bref compte rendu.

Ce 3ème congrès s'est déroulé les 30 et 31 janvier à Rabat, avec la participation d'une centaine de congressistes et d'invité-e-s étrangers venu-e-s de Norvège (ATTAC), Belgique (Cadtm) et de France (Solidaires). Il a concrétisé la forte mobilisation des militants d'ATTAC Maroc auprès des travailleurs/ses, des chômeurs/ses et de toutes les forces mobilisées pour mettre en échec les politiques libérales et leur impact dévastateur sur le plan économique, social et écologique.

Parmi les recommandations adoptées par le congrès, sa volonté d'**approfondir la formation** de ses adhérent-e-s et sympathisant-e-s, de **développer sa politique d'information**, de travailler pour l'émergence d'un **véritable réseau ATTAC mondial** et de **renforcer la coordination des mouvements sociaux**, localement et internationalement, qui luttent pour imposer d'autres logiques que celles de l'exploitation et du profit au seul bénéfice du grand capital et des multinationales.

La participation de 2 militant-e-s SUD-Rail au nom de l'Union syndicale Solidaires a été fort appréciée. L'un des moments forts du meeting d'ouverture a été la prise de parole d'ouvriers phosphatiers en lutte contre la sous-traitance et la précarité.



Le 3ème congrès d'Attac Maroc :

- **dénonce les vagues de répression** infligées aux mouvements sociaux au Maroc (protestations des étudiants de Taghijjt et sa région, les habitants d'el Jabha à Chefchaoum, mouvement des chômeurs...) et la restriction progressive des libertés publiques (interdiction de journaux, refus d'octroyer leur récépissé légal à plusieurs associations ...)
- **salue les luttes des travailleurs** (et tout particulièrement les ouvriers de SMESSI) et appelle à la satisfaction totale de leurs revendications ;
- **salue les luttes du mouvement des étudiants** dans tous les sites universitaires universités (Fès, Marrakech, Agadir, Oujda, Tanger...) demande la libération immédiate de tous les détenus, la satisfaction de leurs revendications et le départ des forces militaires des universités ;
- **s'oppose à l'ensemble des politiques et plans que l'Etat applique** sous la dictée des institutions de la mondialisation capitaliste ;
- **s'oppose à toutes les mesures et décisions visant à faire payer aux travailleurs** les frais de la crise capitaliste ;
- **revendique des services sociaux gratuits et de qualité**, financés par des fonds publics
- **fait porter au système capitaliste la responsabilité de la détérioration de l'environnement** et apporte son soutien aux luttes qui revendiquent le droit des peuples à disposer de leurs richesses et à la souveraineté alimentaire ;
- **refuse la militarisation progressive du monde** et salue les résistances des peuples à l'occupation en Palestine, Irak, Afghanistan ;
- **apporte son soutien au peuple haïtien** dans ces moments de souffrances et de détresses, réclame l'annulation immédiate de ses dettes et dénonce l'exploitation des Etats-Unis de la situation pour renforcer sa domination et sa suprématie militaire dans la région.

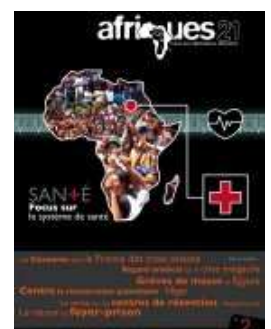
www.maroc.attac.org

Bientôt le numéro 3 d'Afriques 21

Afriques 21 est une revue à but non lucratif. Elle a pour objectif de se faire l'écho d'analyses, d'informations, et d'initiatives d'organisations associatives et syndicales qui luttent afin d'obtenir une réelle alternative pour les peuples africains. Afriques 21 est et restera indépendante, financièrement et dans son fonctionnement, de toutes les institutions politiques, économiques et religieuses. Son comité de rédaction est composé d'associations, de syndicats ainsi que de personnes se reconnaissant dans sa ligne éditoriale et dans son mode de gestion collectif.

Le dossier central de ce troisième numéro est consacré à la souveraineté alimentaire. Parmi les autres articles : Maroc-Gabon, une liaison franco-africaine, interview de Mohieddine Cherbib de la FTCT, que fait l'armée française en Afrique ?, expropriations à Bamako, droits humains en Guinée, luttes au Maroc, grèves des Sans-Papiers et lutte dans des foyers en France, histoire du Congo...

www.afriques21.org



Le syndicalisme de lutte s'unifie au Brésil



Nous avons rencontré à plusieurs reprises des camarades de Conlutas. Ils viennent de nous transmettre une invitation pour leur congrès, qui se tiendra début juin. Un congrès qui devrait aussi marquer l'unification avec d'autres syndicats et des mouvements de lutte.

Les 3 et 4 juin, aura lieu le congrès de **Conlutas**, organisation syndicale et populaire fondée en 2004, à laquelle participent quelques 400 organisations : des syndicats, des groupes d'opposition dans des syndicats, des mouvements populaires, étudiants, et de lutte contre l'oppression. A l'ordre du jour de ce congrès, il y aura **l'unification avec l'Intersyndicale, organisation qui rassemble en son sein d'autres secteurs de la gauche syndicale brésilienne, des mouvements comme Pastorale Ouvrière, le Mouvement des Travailleurs Sans Toit, le Mouvement Terre et Liberté, le Mouvement Avancée Syndicale.**

Ces différentes expériences sont la manifestation de la faillite du projet de syndicalisme « de gauche », combatif, indépendant, classiste et anti-impérialiste, entamée par la C.U.T., à la fin des années 70 au Brésil. Avec l'arrivée de Lula et du Parti des Travailleurs au gouvernement, la C.U.T. s'est enfoncée dans la bureaucratisation (avec des méthodes qui mettent en question la démocratie ouvrière), dans la subordination à l'appareil d'Etat, et dans le virage à droite pour une politique de collaboration de classes.

La crise économique impérialiste mondiale, une crise profonde et qui est loin d'arriver à sa fin, a montré une fois de plus l'impuissance des vieux appareils bureaucratiques syndicaux pour répondre aux besoins de notre classe. Les attaques profondes de l'impérialisme et de ses gouvernements, dans le monde entier, contre les travailleurs, ont lieu aussi au Brésil, de même que la logique de collaboration de classes défendue par les appareils bureaucratiques, qui acceptent d'abandonner des droits, de perdre des emplois, et de l'argent public pour sauver les banques, les multinationales et les grands entrepreneurs.



Comme partout dans le monde, au Brésil il y a des luttes importantes de résistance, même si elles sont encore loin d'être à la hauteur des besoins de notre classe. L'avancée dans la construction d'un organisme de Front Commun d'Organisations Ouvrières, avec la participation de différents secteurs de la gauche brésilienne est une étape importante. Il est aussi important de pouvoir compter avec la participation de délégations internationales, que ce soit pour pouvoir connaître l'expérience que nous sommes en train de développer, ou pour participer aux débats sur le programme, l'approche et la pratique syndicale, la structure et le fonctionnement. Il s'agit de thèmes qui font partie du bilan nécessaire pour tout secteur du syndicalisme de gauche conséquence, partout dans le monde.

Nous ne serons pas capables d'avancer dans la construction d'une alternative de gauche au Brésil, si ce n'est pas sur la base de l'internationalisme de notre classe, autant dans le sens des actions de solidarité internationale, que dans le débat et l'échange d'expériences qui se développent en différents endroits du monde. **Conlutas** et la Coordination Nationale du Congrès de Réunification réitèrent leur invitation, et espèrent pouvoir compter avec la présence de tous, pour nous accompagner aussi bien dans le congrès de **Conlutas** des 3 et 4 juin, que dans le congrès d'unification des 5 et 6 juin.

www.conlutas.org.br

Maroc : les ouvriers de l'OCP toujours debout !

Les travailleurs de l'OCP poursuivent leur lutte. Le Comité de Solidarité avec les Ouvriers de SMES-OCP rend compte de l'action menée à Rabat.

Ils sont des centaines à s'être déplacés à Rabat, la capitale administrative du Maroc, (presque 300 km de Khouribga, la capitale minière du Maroc). Les prolétaires licenciés abusivement par l'Office Chérifien des Phosphates (le premier groupe économique du pays, le géant étatique), sont venus dans des conditions difficiles (froid, manque d'argent, manque de moyens de transport). Ils sont des dizaines à avoir vendu un dernier meuble familial pour pouvoir se déplacer : « on a pratiquement tout vendu ».

7 mois de chômage forcé, 7 mois sans aucun revenu. Les enfants sont déscolarisés, les mères sont dans le désespoir, les bébés sans une goûte de lait, les malades sans soins, les personnes âgées quittent avant terme le monde des vivants, c'est une calamité d'origine humaine : les responsables en sont la direction de l'OCP, et l'Etat marocain. La connivence OCP-Etat est entrain d'assassiner des innocents et des innocentes. Des producteurs qui ont tout donné à l'OCP, à la nation, sont jetés aujourd'hui à la rue comme des vauriens.

Fin janvier, ils se sont retrouvés à Rabat devant le ministère de l'énergie et des mines. Ils crient leur colère et réitèrent leurs légitimes revendications : réintégration, titularisation, reconnaissance de leur bureau syndical, respect de la liberté syndicale.



Un mouvement s'amorce pour le boycott de l'apartheid israélien

Extraits d'un article issu de « Différent », le journal de la fédération SUD Santé Sociaux.

... Cette campagne internationale de **Boycott**, de **Désinvestissement** et de **Sanctions**, ... à l'image de celle contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud il y a 20 ans, s'attaque à l'impunité dont jouit depuis trop longtemps l'Etat d'Israël. Malgré la colonisation et l'expulsion massive des Palestiniens de leurs lieux de vie, malgré l'apartheid et l'enfermement, malgré le mur de 600 kms condamné par la cour de justice internationale, malgré l'occupation et les massacres de Gaza, la plupart des gouvernements du monde continuent à considérer l'Etat hébreu comme un partenaire économique, culturel et politique. **La campagne a pour but de sanctionner le gouvernement israélien tant qu'il ne respectera pas le droit international.** Participer à cette campagne, c'est encourager le non achat des produits fabriqués en Israël, c'est boycotter les institutions académiques, universitaires, culturelles et sportives. C'est exiger des entreprises publiques et privées qu'elles cessent leurs investissements en Israël. C'est exiger des Etats qu'ils prennent des sanctions diplomatiques, économiques, politiques.

Le collectif de la campagne BDS France s'implique dans la **journée d'action nationale de la coalition contre Agrexco à Sète, le samedi 6 mars** (un transport collectif devrait être organisé de Paris, et sans doute d'ailleurs !)

- 8h Conseil Régional Montpellier, **marche contre Agrexco Carmel – Montpellier - Sète (35km)**
- 14h **Rassemblement Place Aristide Briand** (distributions de tracts, prises de parole)
- 16h **Arrivée de la Marche et manifestation jusqu'à l'entrée du port**

Après la participation à un stage de formation sur les aspects pratiques, juridiques d'une telle campagne, 4 militant-e-s de Solidaires, dont 3 de Sud santé sociaux, se sont rendu en novembre en Palestine pour revoir les militant-e-s, leurs camarades, qui vivent sous l'occupation et voir avec eux l'impact d'une telle campagne. Celle et ceux que notre fédération ou que Solidaires avaient invité en France sont aujourd'hui **interdits de sortie des Territoires Occupés**, ... ou en prison...

L'Education, un droit humain

Lors d'une visite de travail au Mexique, le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'éducation, Vernor Muñoz Villalobos, a rappelé quelques vérités toujours bonnes à entendre, et pas seulement au Mexique. Il a déclaré le 9 février 2010 : *« L'éducation n'est pas un service ni un privilège, mais un droit humain fondamental [...], c'est pourquoi l'État a l'obligation d'investir toutes les ressources possibles pour la garantir à toute la population »*. Il a critiqué ceux qui relient l'éducation aux besoins mercantiles et aux demandes des employeurs, *« car cela signifie assigner à l'éducation un caractère utilitariste qui finit par la réduire à quelques diktats déterminés par l'économie mondiale »*. Des oreilles auraient dû siffler du côté de la rue de Grenelle ou de l'Élysée... si les occupants des lieux n'étaient pas frappés d'une violente surdité sélective !

Forum Social Européen : du 1^{er} au 4 juillet, à Istanbul

Cette année marque l'anniversaire des dix ans du 1er Forum social mondial à Porto Allègre. Ce processus, créé initialement en opposition à Davos et aux décideurs, est marqué sur cette dernière période par de nouveaux éléments, plus particulièrement liés au contexte de crise et à la montée de la prise en compte des questions liées à l'écologie.

Ce processus a permis de délégitimer le libéralisme au niveau mondial et de montrer que les résistances existaient. Toutefois, il n'a pas été en capacité d'inverser les choses. Les Forums sociaux sont les seuls espaces avec des forces très diverses ayant la volonté de chercher des convergences et si possible des campagnes d'actions communes. Ainsi, un certain nombre d'échéances sont d'ores et déjà à noter :

- le prochain **Forum Social Mondial aura lieu au Sénégal en janvier 2011**,
- **mobilisations au Mexique fin 2010 dans le cadre des suites de Copenhague** (et sans doute à Bonn, début juin, à l'occasion de la conférence préparatoire à Mexico),
- **rassemblement en Bolivie, autour du 22 avril** (journée internationale de mobilisation pour la défense de la terre), en réaction à l'impuissance des dirigeants lors du sommet de Copenhague.

Le cinquième Forum Social Européen se déroulera à Istanbul début juillet, dans un pays confronté, au-delà de la question Kurde, à une situation politique assez compliquée. Dès lors, il est difficile de prévoir plusieurs mois à l'avance le climat de tension (ou non) qui régnera en Turquie en juillet lors du FSE. Parmi les nombreux/ses organisations syndicales existant en Turquie, souvent liées à des partis politiques, trois d'entre elles organisent et financent le forum. D'autres structures viennent observer le processus en cours et s'y investiront peut-être. Une garantie a été demandée sur la présence du problème kurde dans ce FSE, qui sera effective. Le programme définitif, après fusion des propositions d'ateliers et de séminaires, sera acté lors d'une Assemblée Européenne de Préparation, fin mai à Istanbul.